

Unité départementale du Val-d'Oise  
Préfecture du Val d'Oise  
5 avenue Bernard Hirsch  
CS 20105 - CEDEX  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy, le 03/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REVIMA SOA**

Avenue des Gros chevaux  
95310 Saint-Ouen-L'Aumône

Références : ud95-2026-0170  
Code AIOT : 0006506103

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement REVIMA SOA (ex CHROMALLOY) implanté 13 Avenue des Gros Chevaux Zi du Vert Galant 95310 Saint-Ouen-L'Aumône. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIMA SOA (ex CHROMALLOY)
- 13 Avenue des Gros Chevaux Zi du Vert Galant 95310 Saint-Ouen-L'Aumône
- Code AIOT : 0006506103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site REVIMA de SAINT-OUEN-L'AUMONE a pour principales activités la réparation par usinage et le traitement thermique de composants pour des clients dans le domaine aéronautique.

Anciennement opéré par CHROMALLOY FRANCE, le site est acquis, en 2019, par le groupe REVIMA (majoritairement détenu par le fonds Ardian) dans l'objectif d'élargir son offre de réparation.

Le site industriel est installé depuis 1987 à SAINT-OUEN-L'AUMONE, dans le parc d'activité du Vert Galant et dispose d'un effectif de 97 personnes. Il occupe une superficie totale de 18 205 m<sup>2</sup> comportant un bâtiment couvert de 6000 m<sup>2</sup>.

Le site compte 103 employés. Les horaires sont du lundi au vendredi de 6h à 21h et occasionnellement le samedi de 6h à 13h.

Le site dispose de plusieurs ateliers au sein de ce bâtiment permettant de réaliser, en différentes étapes, la réparation des pièces et composants pris en charge sur le site, à savoir :

- décapage chimique (traitement de surface par voie chimique) ;
- décapage mécanique (usinage) ;
- analyse des pièces et composants pour déterminer les traitements ultérieurs (ressuage, laser, rayons X, plasma) ;
- nettoyage par traitement thermique (fours) ;
- revêtement et assemblage des pièces (brasage, projection thermique, dépôt thermochimie) ;
- usinage de finition ;
- chaudronnerie ;
- atelier d'essai.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Risque Incendie – Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Prolongation de deux mois de la mise en demeure
3	Risque Incendie – Moyens de lutte	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Risque Incendie – Désenfumage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Substances et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 6.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 8.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a relevé une nouvelle non-conformité concernant le délai de contrôle des RIA.

Les articles 2 et 3 de l'arrêté de mise en demeure n°IC-24-057 ont été suivis d'effet. Cependant l'article 1 de ce même arrêté est maintenu (vérification de l'installation électrique).

Les non-conformités de l'inspection précédente concernant les produits chimiques ont été levées.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Risque Incendie – Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie – Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/01/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Arrêté ministériel du 09/04/2019 - Article 17 [...]'L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]</p> <p>-----</p> <p>Non conformité n°4 de l'inspection du 14/03/2023 : Le contrôle des installations électriques n'est pas réalisé sur l'ensemble du site et ne permet donc pas de justifier d bon état de l'ensemble de l'installation électrique conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2013.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fourni le rapport de vérification de l'installation électrique en date du 15 juillet 2025 et rédigé par la société APAVE. La date d'intervention est le 07 janvier 2025. Contrairement à la vérification précédente, l'atelier de chaudronnerie a été contrôlé. Ce rapport indique de nombreuses observations dans les diverses zones du site. Cependant, le rapport indique quelques limites d'intervention :</p> <p>« La continuité à la terre des récepteurs notés inaccessibles (soit masses 'inac', soit 'inac h &gt; 4m') au paragraphe Examen des circuits terminaux n'a pu être vérifiée. Faire réaliser les compléments nécessaires</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les protections situées sur les CANALIS n'ont pas fait l'objet de notre inspection faute d'accès</li><li>- Le plan de zone des locaux à risques ATEX ne nous a pas été fourni.</li><li>- Zone APS arc fil, partie supérieure du local non vérifiée, accès non sécurisé</li><li>- Les coffrets de distribution de l'atelier situés en hauteur n'on pas fait l'objet de notre vérification faute d'accès</li><li>- FOUR V9, coffrets non inspectés, ouverture des portes d'accès asservi à la mise hors tension.</li><li>- Les équipements permettant le traitement de nouvelles pièces installer en 2021, les locaux réaménagés en 2021 et la borne recharge voiture électrique doivent faire l'objet d'une VIMS</li><li>- Remplacement des cellules dans le poste haute tension extérieur. Ce rapport ne décrit pas les modifications et l'installation doit faire l'objet d'une visite initiale. »</li></ul> <p>L'exploitant n'a pas en sa possession le certificat Q18 de l'année 2025 sur la vérification des installations électriques, qui permet de notamment de vérifier si l'installation électrique présente ou non un risque d'incendie et d'explosion.</p>

L'exploitant a fourni à l'Inspection par courriel du 26 mars, le courrier de réception de commande ou de retour de contrat signé rédigé par la société APAVE. Ce courrier indique la réception de l'accord pour la commande d'une prestation concernant la « Vérification du maintien en état de conformité des installations électriques ERT- Q18 ».

**Au vu des éléments, l'Inspection maintient la non-conformité relevée lors de l'inspection en date du 23/01/2024 et maintient l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°IC-24-057 du 23/04/2024 et prolonge le délai de 2 mois.**

**Non conformité n° 1 : Le contrôle des installations électriques n'est pas réalisé sur l'ensemble du site et ne permet donc pas de justifier du bon état de l'ensemble de l'installation électrique conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019. L'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°IC-24-057 du 23/04/2024 est maintenu et le délai associé est prolongé de 2 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

## N° 2 : Risque Incendie – Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie – Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/01/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Arrêté ministériel du 09/04/2019 - Article 13</p> <p>[...] Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ; - à déterminer selon la nature des risques, si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation. Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus. Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée. [...]</p> <p>-----</p> <p>Non-conformité n° 5 de l'inspection du 14/03/2023 : La dernière vérification périodique du système de désenfumage ne conclut pas au bon fonctionnement de l'ensemble du système de désenfumage, conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de remise en état du système de désenfumage.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fourni le rapport de maintenance corrective réalisé sur le système de désenfumage le 30/05/2024 par la société ISIA. Ce rapport indique notamment le remplacement de vérins.</p> <p>L'exploitant a également fourni l'attestation de bon fonctionnement du système de désenfumage, en date du 08 juillet 2025 par la société ISIA. Le contrôle a été réalisé le 1<sup>er</sup> juillet 2025 et conclut que le système est fonctionnel. Il y a quelques remarques mineures.</p>

Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de l'étiquette indiquant la date du contrôle du système de désenfumage. La date indiquée est en juillet 2025 et réalisée par la société ISIA. L'Inspection n'a pas constaté d'anomalie lors de la visite.

**Au vu de l'ensemble des éléments fournis, l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure n°IC-24-057 est suivi d'effet et la non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection en date du 23/01/2024 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure



### N° 3 : Risque Incendie – Moyens de lutte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie – Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/01/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Arrêté ministériel du 09/04/2019 - Article 14</p> <p>[...] L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; e) les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement, quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. [...]</p> <p>-----</p> <p>Non-conformité n° 6 de l'inspection du 14/03/2023: Le rapport de vérification périodique des RIA fourni par l'exploitant ne conclut pas au bon état de fonctionnement des RIA du site, conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de remise en état de ceux-ci.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fourni le rapport d'intervention sur des RIA, en date du 26 février 2025 réalisé par la société CHUBB. Un appareil a été sorti et remplacé, et les trois sont en bon état.</p> <p>L'exploitant a fourni le bon de commande du 06/01/2026 rédigé par la société SICLI pour la maintenance de RIA et des extincteurs.</p> <p>Le rapport du 26 février 2025 conclut au bon état de fonctionnement des RIA. Cependant, l'exploitant n'a pas réalisé le contrôle dans le délai imparti d'un an.</p> <p>L'exploitant a envoyé en photo par courriel le 02 avril 2026, le registre de vérification démontrant le passage de la société CHUBB le 30 mars 2026. L'exploitant n'a pas encore en sa possession le rapport.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection n'a pas constaté d'anomalie.</p>

Au vu de l'ensemble des éléments fournis, l'article 3 de l'arrêté de mise en demeure n°IC-24-057 est suivi d'effet et la non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection en date du 23/01/2024 est levée. Cependant, l'exploitant n'est pas conforme sur le délai des vérifications et de la maintenance des RIA.

Non-conformité n°2 : L'exploitant ne respecte pas le délai de vérification et de maintenance de ses RIA.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Substances et produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage des produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/01/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/03/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Les cuves de traitement, les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'ensemble des cuves, baignoires, bidons et GRV contrôlés aléatoirement, sont correctement étiquetés.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p> <p><b>L'inspection lève la non-conformité n°4 de l'inspection en date du 23 janvier 2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2016, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollution accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/01/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/02/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 205 litres , la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté que dans le local technique, l'ensemble des bacs sont sur rétention.</p> <p>A l'extérieur, l'exploitant a mis en place une zone de stockage et une zone d'entreposage dont l'accès est restreint.</p> <p>Dans la zone de stockage, les produits sont stockés dans des armoires de stockage fermées à clés. Sur les portes de chacune de ces armoires, l'exploitant a affiché le type de produit présent dans ces armoires (acide, basique, ...) ; les consignes de prévention de compatibilité de produit. L'Inspection a contrôlé l'une de ces armoires et a constaté la présence de rétention suffisante et que l'ensemble des produits sont étiquetés.</p> <p>Dans la zone d'entreposage, les produits nécessitant d'être sur rétention étaient sur rétention et sous un abri.</p> <p><b>Au vu des constats réalisés lors de la visite, l'Inspection lève la non-conformité n°5 de l'inspection en date du 23 janvier 2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite